

Commune d'Arleux-en-Gohelle

2 rue d'Arras
62580 Arleux-en-Gohelle
Courriel : mairie@arleuxengohelle.fr
Téléphone : 03 21 58 92 34

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Norbert Grobelny - Maire

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Fourniture, pose et raccordement de panneaux photovoltaïques sur la couverture de la salle R. Cadiou d'ARLEUX-EN-GOHELLE

Marché N° 2024-00001

PROCEDURE ADAPTEE

Articles L.2123-1 et R.2123-1 1°, R.2123-4, R2123-5 du code de la commande publique

REGLEMENT DE CONSULTATION

Maître d'ouvrage :
Commune d'Arleux-en-Gohelle

Maître d'œuvre :
EneRconcept - Mandataire - 7 rue de Biache 62118 FAMPOUX
Email : accueil@bet-enerconcept.fr
Tel : 03.21.24.26.79

Date limite de réception des offres :

17 / 05/ 2024 à 17 H 30



Réponse par voie dématérialisée obligatoire sur
<https://marchespublics596280.fr> par l'intermédiaire du profil d'acheteur.
Aucun autre mode de transmission ne sera accepté.

Article 1 - Acheteur

Le représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur Le Maire

Mairie d'ARLEUX EN GOHELLE
2 Rue d'ARRAS
62580 ARLEUX EN GOHELLE

Téléphone : 03 21 58 92 34
Email : mairie@arleuxengohelle.fr

Maître d'oeuvre : Monsieur MILLS

EneRconcept :
7 rue de Biache
62118 FAMPOUX
Téléphone : 03 21 24 26 79
Email : accueil@enerconcept.fr

Article 2 - Objet de la consultation

2-1-Objet du marché

Le présent marché concerne concernent les travaux d'installation de panneaux photovoltaïques sur la toiture de la salle polyvalente Raymond Cadiou à des fins de production d'énergie électrique pour les bâtiments communaux et revente à ENEDIS du surplus non autoconsommé.

2-2-Procédure de passation

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée suivant les articles L. 2123-1 et R. 2123-1-1°, R. 2123-4 du Code de la commande publique.

2-3-Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire. La consultation ne donnera pas lieu à un marché à tranches, ni à lots.

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Décomposition du marché

3-1-1-Lots

Sans objet

3-1-2-Tranches

Sans objet.

3-1-3-Phases

Sans objet.

3-2-Durée du marché

Les travaux seront exécutés dans un délai global de 2 mois, compris congés légaux et phase de préparation (1 mois). Le commencement des travaux est prévu au début du troisième trimestre 2024.

3-3-Modalités de financement et de paiement

Les factures seront transmises via Chorus. Leur règlement se fera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

3-4-Forme juridique de l'attributaire

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise.

En application des articles R. 2142-21 et R.2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs candidatures et offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'offre devra indiquer tous les éventuels sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations et leur montant, dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire (un formulaire DC4 version 2019 devra être joint à l'offre. Il constituera une annexe à l'Acte d'engagement).

3-6-Variantes et options

3-6-1-Variantes

Sans objet.

3-6-2-Variante acheteurs

Sans Objet.

3-7-Autres dispositions

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques. La mise en œuvre de la démarche d'insertion est facilitée par une procédure spécifique d'assistance, gérée par un gestionnaire de la clause sociale :

Christelle DUPONT
Chargée de mission clauses sociales
Maison de l'Emploi et des Métiers en Pays d'Artois
13, ter boulevard Robert Schuman 62000 ARRAS
Tél. : 03.21.51.84.87

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant la consultation :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant l'exécution du marché

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour l'acheteur
- Faciliter les relations entre l'acheteur, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le Règlement de Consultation,
- l'Acte d'Engagement,
- le C.C.A.P.,
- le C.C.T.P.,
- le D.P.G.F.,
- Les plans :
- Le planning des travaux
- le rapport de vérification de la structure suivant la charge posée en toiture induite par les panneaux solaires.

4-2-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-3-Visite des lieux

La visite des lieux est souhaitable pour bien cerner les travaux à réaliser.

Pour la visite des lieux, faire une demande écrite par email à :
mairie@arleuxengohelle.fr

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- Lettre de candidature (DC1)
- Déclaration du candidat (DC2)
- Déclaration du candidat relative à la lutte contre le travail dissimulé (DC6 ou équivalent)
- Déclaration du candidat (DC7 ou les certificats fiscaux et sociaux « situation au 31.12 de l'année précédant la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence).
 - Ces pièces sont à remettre obligatoirement dans un délai de 7 jours pour le candidat retenu.
 - (Ces nouveaux formulaires sont téléchargeables sur le site Internet www.minefi.gouv.fr)
- Attestation d'assurance
- Références

Contenu de l'offre

- l'Acte d'Engagement,
- le C.C.A.P.,
- le C.C.T.P.,
- le D.P.G.F.,
- le mémoire technique
- Le planning prévisionnel des travaux signés

En outre, pour chaque **éventuel** sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles 51 et 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, ainsi qu'une attestation d'assurance de responsabilité décennale conformément à l'article L.241.1 du code des Assurances lorsque celle-ci est requise conformément à l'article L.243-1-1 du même code.

5-2-Compléments à apporter au cahier des charges

Sans objet.

5-3-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-4-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-5-Modalités de remise des offres

Les candidats sont informés qu'ils sont dans l'obligation de répondre sous format dématérialisé sur la plateforme suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Conformément à l'article 4-III du décret 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat peut constituer, à la fois un pli sous format électronique et, à titre de copie de sauvegarde, un pli contenant ces mêmes pièces sur support papier. Toutefois, toute candidature reçue uniquement au format papier sera jugée irrégulière.

Les documents transmis seront réalisés avec des outils Bureautique, tel qu'il est recommandé ci-après :

Fichiers établis suivant un des formats suivants :

- les formats de fichiers courants et largement disponibles
- format d'impression : Adobe Acrobat Rider (fichiers.pdf)
- format de compression : fichiers.zip

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser :

- certains formats, notamment les « .exe »
- certains outils, notamment les « macros »

Toute candidature réceptionnée nécessitant le recours à des licences ou outils spécifiques sera déclarée irrecevable.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Article 6 - Jugement des propositions

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152.-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Critères de jugement des offres :

I / - Valeur technique (55 points)

II / - Prix (45 points)

I / Le mémoire technique noté sur 55 points :

La valeur technique sera évaluée sur le mémoire technique de l'entreprise qui devra reprendre les points suivants :

A – Méthodologie : (20 points)

- A.1 – Organisation du chantier : mode opératoire (5 points)
- A.2 – Description des moyens de protection des lieux (3 points)
- A.3 – Capacité à gérer les déchets (5 points)
- A.4 – Méthode de réalisation des plans d'exécution (5 points)
- A.5 – Respect du cadre DPGF joint au DCE (2 points)

B – Moyens proposés : (15 points)

B.1 – Moyens humains consacrés au chantier « nombre de personnes, CV » (10 points) soit :

- encadrement (5 points)
- personnel de chantier (5 points)

B.2 – Prise en compte de la sécurité (5 points)

C – Dossiers technique : Présentation des matériels et matériaux (20 points).

II / Prix, noté sur 45 points

La note maximale de 45 sera attribuée à l'offre la moins-disante.

A – principe de calcul de la note

$$\text{Note du candidat A} = \left[\frac{\text{Prix du moins disant}}{\text{Prix du candidat A}} \right] \times 45$$

B – Erreur dans les prix :

Dans le cas où des erreurs de multiplications, d'additions ou de reports seraient constatés dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire », l'entreprise sera questionnée sur ces erreurs, et le montant figurant dans l'Acte d'Engagement sera rectifié dans le cadre de la mise au point du marché.

C – Négociations :

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'auditionner les candidats ayant présenté une offre afin de négocier dans le respect des principes de la commande publique. A cette occasion, un candidat pourra être amené à préciser, à compléter, voire à modifier le contenu de son offre.

La négociation peut porter sur toutes les composantes de son offre et non pas uniquement sur le prix, la seule limite étant de ne pas remettre en cause l'objet et les conditions générales d'exécution du marché, sur la base du quel a été organisée la présente consultation.

Les sociétés devront présenter une offre entièrement conforme pour la solution de base et les options et IMPERATIVEMENT sur les documents remis lors de l'appel d'offre. Des documents complémentaires pourront être joints si leur finalité est de préciser des informations transmises. La non remise de la totalité des documents dûment remplis transmis dans le dossier d'appel d'offres et stipulés dans l'article 5 du présent règlement de la consultation entraînera le rejet de l'offre.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

Article 7 - Renseignements complémentaires

1) Renseignements administratifs

Correspondant : Mr GROBELNY – Maire de la commune

Adresse :

Mairie d'Arleux en Gohelle
2 rue d'ARRAS
62 580 ARLEUX EN GOHELLE

Téléphone : 03 21 58 92 34

Email : mairie@arleuxengohelle.fr

2) Renseignements techniques

Correspondant : Mr MILLS

Adresse :

Cabinet ENERCONCEPT
7 rue de BIACHE
62118 FAMPOUX
Téléphone : 03 21 24 26 79
e.mail : accueil@enerconcept.net

3) Voies et délais de recours

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : 03.59.54.23.42
Fax : 03.59.54.24.45
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr